



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 4 novembre 2019

C'est la lutte mondiale...

D'Alger à Santiago du Chili, de Port-au-Prince à Hongkong, de Beyrouth à Panama, d'un continent à l'autre on se soulève. La révolte est profonde, la détermination des millions de manifestants immense. Et les mobilisations perdurent, malgré les répressions policières et militaires. C'est que l'enjeu, à chaque fois, est fondamental : la chute de tous les systèmes en place, y compris ces prétendues démocraties qui infligent leur dictature aux pauvres. De quoi faire écho ici-même, où fermentent les mêmes colères et les mêmes aspirations.

À chaque fois, il aura fallu un événement déclencheur. Au **Liban**, ce sont les nouvelles taxes, dont celle de 18 centimes d'euros sur les appels Whatsapp. Au **Chili**, c'est l'augmentation du prix du ticket de métro de Santiago de 30 pesos (4 centimes). En **Haïti**, en **Équateur** ou au Liban, pénuries ou augmentations du prix de l'essence ont mis le feu.

Causes communes

Mais ces mouvements ne s'arrêtent pas là. Ils dénoncent un monde et des régimes de plus en plus durs pour les pauvres, les exploités. Au Liban, cela fait des années qu'on manifeste contre les coupures d'électricité ou la crise de la collecte d'ordures. En **Irak**, dès 2015, en pleine guerre civile, on manifestait déjà pour l'existence de services publics. Au Chili, santé et éducation sont hors de prix.

Les inégalités sont devenues insupportables. Au Chili, le pays le plus inégalitaire de l'OCDE (les pays dits « développés »), 5 familles détiennent 25 % de la richesse du pays. À l'image de ces 26 milliardaires possédant autant de richesses que la moitié de la population mondiale.

Le président chilien Piñera fait partie de ces milliardaires qui ont fait fortune pendant la dictature de Pinochet. En **Algérie**, on dénonce la *aïssaba* (le gang), au Liban, les *harami* (voleurs) à la tête de l'État.

A chaque fois, c'est remarquable, on constate le haut degré de conscience politique des manifestants : au Liban et en Irak, ils dénoncent le système confessionnel, qui fait que la population est mise à la remorque des notables de chaque communauté religieuse. En Algérie, notamment lors de l'énorme manifestation du 1^{er} novembre, on réclame la « nouvelle indépendance », car la première a été confisquée par les cliques au pouvoir.

Au Chili, les manifestants scandent « *ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 ans* », s'opposant aux 30 années

de politiques anti-ouvrière qui ont continué après la fin du régime militaire de Pinochet.

« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Les travailleurs, par la puissance qu'ils représentent quand ils sont organisés, peuvent peser dans ces débuts de révolutions. Au Chili, le soulèvement a pris une autre dimension à partir de la grève générale et des manifestations massives : difficile alors pour le pouvoir d'affronter frontalement des millions de travailleurs qui prennent parti pour la jeunesse révoltée.

En **France**, nous n'en sommes pas encore à descendre par millions dans la rue. Mais le mouvement des gilets jaunes est lui aussi parti d'une étincelle (le prix du carburant) et a remis en cause la baisse du niveau de vie de la population, l'accroissement des inégalités et la petite clique arrogante au pouvoir bien à l'image de la grande bourgeoisie dont elle défend les intérêts.

Le gouvernement a poursuivi sa politique anti-ouvrière, notamment avec la réforme des retraites et cette dernière provocation de la baisse des indemnités de chômage. Mais il y a eu la surprise de cette journée de grève massive dans le métro parisien. Puis les grèves récentes à la SNCF, tout comme le mouvement au long cours dans les hôpitaux, montrent que les ferments de la colère pourraient bien gagner l'ensemble des travailleurs.

Le 5 décembre prochain, plusieurs confédérations syndicales, ainsi que les Gilets jaunes, appellent à une journée de grève contre la réforme des retraites. À nous d'en faire le point de départ d'une vaste riposte au gouvernement, d'un nouvel épisode de la lutte de classe.

Le 5 décembre, tous ensemble, à l'exemple des révoltés du monde entier, tous en grève et dans la rue !

Une prime de directeur, ça n'a pas de prix

Le directeur de la Mécanique menace de convoquer dans son bureau tous ceux qui n'ont pas rempli les objectifs du jalon à temps. Les primes liées aux KPI, c'est sacré... Ça va en faire des jalons « pastèque » (vert dehors et rouge dedans) dans les mois à venir !

Aller dans les bureaux des directeurs, on ferait bien d'y penser. Mais pas seuls pour se prendre une soufflante : y aller tous ensemble pour réclamer des embauches et des augmentations de salaire.

Passons les baratineurs au banc d'essais

Fermer des bancs, sous-traiter des activités, sucrer les budgets de maintenance et bloquer les investissements, c'est devenu la routine habituelle des directeurs.

Ils ont même fini par oublier que des salariés pouvaient réagir. Alors, quand ça recommence à arriver, ils se disent qu'il faut mettre en peu de comm' dans leurs sales plans. C'est pourquoi la directrice de la DEA-T organise un amphi pour les salariés des Essais. Dommage pour elle, elle a déjà Calvaudé sa crédibilité en jurant il y a quelques années qu'il n'y aurait pas de sous-traitance au PIM.

Pour avoir autre chose que des promesses, la seule solution pour les salariés, c'est de hausser le ton.

Un capitaliste responsable... de la casse sociale

Voilà que le job lui monte à la tête à lui aussi ! Le noble Senard multiplie les conférences pour vanter un « capitalisme responsable ». Responsable de quoi au juste ? Des suppressions de postes, de l'augmentation des cadences, des salaires en berne... ou des sites qui ferment ? Comme celui de Michelin à La Roche-sur-Yon, à propos duquel le même Senard assurait en 2014 que *« c'est une usine d'avenir, elle sera encore là dans trente ans »*.

Mais sans doute répondrait-il que c'est la faute de la concurrence et que les capitalistes sont « responsables, mais pas coupables » ! S'il assumait son baratin patronal, il oserait se présenter devant les salariés de Lardy plutôt que de venir en douce...

Leurs alliances et les nôtres

Après avoir fait la cour à Renault il y a 4 mois, le groupe FIAT-Chrysler a décidé la semaine dernière de se marier avec PSA qui, lui-même, avait tenté de le draguer début 2019. Carlos Tavares va enfin égaler son ancien maître !

Rien de très subtil ou de stratégique dans ces alliances, qui cherchent essentiellement à augmenter encore les profits des actionnaires : qu'importent les moyens et avec qui, ce qui compte c'est de faire des synergies ! PSA et FCA ont déjà annoncé leurs objectifs : 3,6 milliards d'économie sur le dos des salariés. Selon leur propagande, les directions déclarent ne pas vouloir fermer d'usine ; mais les travailleurs n'ont aucune raison de croire les baratineurs. On se souvient des mensonges des patrons sur l'usine PSA d'Aulnay avant l'annonce officielle en 2012.

Pour les 211 000 travailleurs de PSA et les 237 000 de Fiat-Chrysler, il faudra aussi une alliance : se battre ensemble contre les attaques à venir et pour préserver les emplois.

Monopoly des tricheurs

Pour conclure leur mariage, PSA et Fiat-Chrysler vont verser des dividendes exceptionnels puisés dans leurs réserves : 5,5 milliards d'euros aux actionnaires de Fiat et 2,7 milliards à ceux PSA. Pour l'optimisation fiscale, on applique l'astuce bien connue : le siège de l'alliance sera au Pays-Bas, un paradis fiscal où on paie encore moins d'impôts, sans parler des magouilles financières.

Attention quand même : au Monopoly, il y a aussi une case prison. Un autre Carlos en a fait l'expérience...

Les cheminots montrent la voie : épisode 2

Après le « dépôt de sac » (droit de retrait) massif du 18 octobre contre les trains circulant avec un seul agent à bord, ce sont les cheminots des centres de maintenance qui font peur à leur direction et au gouvernement. Depuis la semaine dernière, plus de 200 agents du technicentre de maintenance TGV de Châtillon se sont mis en grève. Ils luttent contre une réduction du nombre de jours de repos, la hausse du travail de nuit, des changements d'horaires annoncés 48 heures à l'avance...

Les grévistes de Châtillon ont bien raison de ne pas se laisser faire. Ils ont d'ailleurs reçu le soutien de collègues d'autres technicentres qui refusent de briser la grève et ont aussi débrayé pour demander des augmentations et des embauches. C'est la seule solution face au sous-effectif chronique. Face au risque de contagion, la direction a rapidement fait machine arrière en retirant toutes ses attaques. Les cheminots réclament maintenant le paiement de leurs jours de grève et le versement d'une prime.

Le cas de la SNCF n'est pas isolé : les hospitaliers, les enseignants, les pompiers et tous les autres salariés subissent la même politique patronale. Et pour inverser la vapeur, il n'y a pas mieux que la grève ! On commence le 5 décembre !

Comm' de crise

Après l'arrêt de travail du 18 octobre, des comptes Facebook de syndicats de cheminots ont été curieusement bloqués. Une étrange coïncidence, les éditorialistes patronaux n'ont pas les mêmes soucis quand ils crachent sur les grévistes à la télé... La SNCF craque de partout à cause du manque de moyens humains et matériels. Les pannes, les retards et les accidents qu'on vit quotidiennement viennent des économies budgétaires réalisées sur le dos des cheminots et des passagers.

Et quand des salariés décident de tirer le signal d'alarme, ils se font traiter de preneurs d'otages alors que ce sont plutôt des lanceurs d'alerte...

Le gouvernement contre les chômeurs

La nouvelle réforme de l'assurance chômage entraîne un durcissement des règles pour pouvoir bénéficier des allocations. D'après la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, il n'y aurait rien de plus normal : le *« marché [de l'emploi] est dynamique, il faut retourner au travail »*, dit-elle. On ne vit pas sur la même planète...

Les suppressions d'emplois et les licenciements se multiplient de Michelin à General Electric en passant par la Société Générale et Carrefour, le gouvernement préfère s'en prendre aux chômeurs plutôt qu'au chômage.